

Perdre sa vie à la gagner et à attendre la retraite plutôt crever !

La retraite n'a jamais été un cadeau mais le fruit d'un rapport de forces

Les premières caisses de retraite ont été le résultat de l'auto-organisation des travailleurs. Les premiers secteurs qui ont bénéficié des « régimes spéciaux » (cheminots, mineurs, sidérurgistes, fonctionnaires civils et militaires) étaient liés à des enjeux stratégiques. La paix sociale était donc indispensable au développement économique.

Dans le public comme dans le privé, la pénibilité n'a jamais été un facteur pour la généralisation du système des retraites, ce sont les luttes sociales qui ont permis l'instauration d'un régime général.

L'augmentation de l'espérance de vie est un prétexte

En réalité, l'âge de la retraite n'a rien à voir avec l'espérance de vie. Retarder le départ à la retraite sert à augmenter la masse des chômeurs (2/3 des travailleurs perdent leur dernier emploi à 57 ans) et donc à faire baisser le coût du travail. Notre économie a besoin d'une foule de « demandeurs d'emploi » prêts à accepter des salaires toujours plus bas et des conditions de travail toujours plus dégradées, et dégradantes.

Les grands perdants de ce rapport de forces sont comme d'habitude les femmes, les ouvriers, les manutentionnaires et les précaires. C'est-à-dire :

> Ceux et celles qui ont enchaîné chômage, RSA et CDD et toucheront un pourcentage de la moyenne de cette misère sur 25 ans.

> Les femmes, qui enchaînent temps partiel et travail à la maison, avec des salaires 30% inférieurs aux hommes.

> Quant aux ouvriers, leur vie en bonne santé s'arrête en moyenne à 59 ans, et leur vie tout court 10 ans avant celles des cadres. Ils toucheront la retraite sur leur fauteuil roulant ou dans leur caveau.

La retraite se heurte à l'idéologie capitaliste

La retraite telle qu'on la connaît va à l'encontre des principes de l'économie libérale. Tout comme le RSA et les indemnités des chômeurs, elle remet en cause le travail comme valeur positive et

épanouissante. Admettre la retraite, c'est reconnaître le travail comme une forme d'exploitation, c'est accepter l'existence de masses qui ne font pas le jeu du productivisme et de la concurrence. C'est pourquoi le patronat n'arrêtera jamais de la remettre en cause. Sa prochaine cible : les « minimas sociaux ».

Ces pseudo-crisis qui justifient tout...

Les élites économiques rendent volontairement le système ingérable pour justifier les privatisations. Chaque pseudo-crise est utilisée par nos gouvernants pour créer de nouveaux marchés et de nouveaux profits pour leurs amis (et leurs frères !) entrepreneurs du secteur privé. L'« assainissement » des finances publiques (toujours effectué en extorquant les plus pauvres pendant que nos dirigeants se cachent derrière les boucliers du fisc et des flics) suffit tout juste à continuer d'emprunter sur les marchés financiers et faire vivre le capitalisme à crédit. Le système n'est pas en crise, le système c'est la crise permanente !

La lutte contre la réforme des retraites ne trouve sa cohérence que dans la critique du salariat, elle en est une expression. Ce n'est pas un hasard si aujourd'hui s'exprime aussi largement le refus de travailler plus. Se questionner sur les retraites, c'est repenser le travail et combattre l'exploitation.

Mais la gauche et les syndicats traditionnels le refusent, ils continuent à nous expliquer la situation en tournant en rond dans des principes mortifères du système marchand, sa croissance, sa mondialisation, la concurrence avec les peuples affamés et émergents.

Du fond de cette impasse, elles pourrissent le débat économique et social, enferment le mouvement social pour au final démobiliser tout le monde.

Il nous faut retrouver notre autonomie et créer nos propres stratégies et nos tactiques de résistance. Que cette lutte pour les retraites soit perdue ou gagnée, que le mouvement social s'arrête ou perdure, nous devons

continuer la critique du salariat.



Le mouvement social s'arrête ou perdure, nous devons continuer la critique du salariat.